

# Le statut particulier des magistrats et le régime de la magistrature au Ghana

## Textes de référence :

- ✓ Constitution démocratique de 1992 (extraits en annexe)
- ✓ The Legal Profession Act 1960 (Loi sur la profession judiciaire) (extraits en annexe).

## Table des matières

A. Le Conseil de la Magistrature .....	3
1. Composition et organisation.....	4
2. Les pouvoirs du Conseil de la Magistrature.....	4
B. Les Magistrats .....	6
1. L'organisation judiciaire.....	7
2. Les conditions de recrutement des magistrats.....	8
3. Les garanties d'indépendance .....	9
C. Annexes.....	12
1. Tableau récapitulatif des critères d'indépendance des juges au Ghana.....	12
2. The Legal Profession Act 1960 (Loi sur la profession judiciaire).....	12
3. La Constitution de la République du Ghana (Extrait).....	14

## Introduction

La République du Ghana, ancienne colonie britannique, a un système judiciaire d'inspiration typiquement anglo-saxonne comme la majorité des pays du Commonwealth. La plupart de ses institutions judiciaires ont été mises en place pendant la colonisation britannique.

La Cour Suprême (*Supreme Court*) a été créée par l'Ordonnance Royale N° 4 de 1876<sup>1</sup>. Elle était composée du Chef-Juge (*Chief Justice*), qui faisait office de président de la

---

<sup>1</sup> T. O. ELIAS, "Ghana and Sierra Leone, the development of their laws and Constitutions", Londres, Stevens & Sons Limited, 1962, v. p. 114 et s.

cour, et de juges puînés (*Puisne Judges*). La Cour Suprême avait les mêmes compétences que la Haute Cour de Justice de l'Angleterre, c'est-à-dire, une compétence générale tant en matière " civile " au sens du droit anglais (le droit privé et le droit public) qu'en matière pénale (*criminal matters*). Les arrêts de la Cour Suprême étaient soumis au contrôle de la Cour d'Appel de l'Afrique de l'Ouest (West African Court of Appeal) et éventuellement du Conseil Privé (*Privy Council*) de Sa Majesté le Souverain d'Angleterre. La Cour Suprême n'était donc pas une juridiction suprême. Les juges de la Cour Suprême tenaient leurs fonctions selon le bon vouloir de la Couronne et pouvaient être destitués à sa guise.

En 1957, lorsque la colonie du Ghana a été élevée au statut de *dominion* d'Angleterre, c'est-à-dire lorsqu'elle a obtenu l'indépendance, la Cour Suprême contenait en elle-même une formation d'appel appelée la Cour d'Appel. Un pourvoi contre ses arrêts subsistait auprès du Conseil Privé<sup>2</sup>, juridiction suprême de nombreux pays du Commonwealth et qui avait à ce titre un caractère transnational.

Il existait en première instance un système judiciaire de droit coutumier indigène. Le droit coutumier était appliqué par les cours locales (Local Courts), composées de magistrats non professionnels, selon les traditions du pays. Les cours locales avaient une compétence illimitée (*unrestricted*) dès lors que l'Etat n'était pas partie au procès et que les justiciables étaient des nationaux<sup>3</sup>.

La Constitution Républicaine de 1960 a redéfini l'organisation judiciaire du Ghana. Cette Constitution a créé six juridictions : la Cour Suprême, la Haute Cour de Justice (*High Court of Justice*)<sup>4</sup>, les Cours itinérantes (*Circuit Courts*)<sup>5</sup>, les Cours de District (*District Courts*)<sup>6</sup>, les Cours des Mineurs (*Juvenile Courts*) et les Cours Locales.

L'organisation judiciaire était inspiré du modèle britannique. La Cour Suprême avait des compétences aussi étendues que la Cour Suprême de Justice<sup>7</sup> (*Supreme Court of Judicature*) anglaise. Il n'y avait pas de distinction entre l'ordre administratif et l'ordre judiciaire. Les juges du Ghana, à la manière de leurs homologues des pays de Common Law, cumulent les pouvoirs des deux ordres de juridiction.

Les juges sont recrutés parmi les praticiens du droit, avocats (Barristers) et avoués (Solicitors).

Le Barreau du Ghana a été créé après la deuxième guerre mondiale. L'avocat devait être admis au Barreau de l'Angleterre et du Pays de Galles ou d'un autre pays du Common-

---

<sup>2</sup> Sur le sujet v. Parvèz DOOKHY, " Le Comité Judiciaire du Conseil Privé de Sa Majesté la Reine d'Angleterre ", thèse, Université de Paris I, 1997.

<sup>3</sup> Anthony ALLOT, « Essays in African Law, with special reference to the law of Ghana », Londres, Butterworth & Co. 1960, v. p. 113.

<sup>4</sup> La Haute Cour de Justice était intégrée dans la Cour Suprême et statuait sur les affaires importantes en première instance. La Haute Cour est unique au Ghana, comme en Angleterre.

<sup>5</sup> Les Cours Itinérantes sont des formations de la Haute Cour qui siégeaient dans différents lieux.

<sup>6</sup> Les Cours de District sont les juridictions de première instance de base.

<sup>7</sup> Sir Kenneth ROBERTS-WRAY, " Commonwealth and Colonial law ", Londres, Stevens & Sons, 1966, v. p. 790 et s.

wealth pour pouvoir être admis au Barreau du Ghana. Dans les années cinquante, le gouvernement NKRUMAH avait accordé davantage de sécurité juridique aux juges et d'indépendance à la Justice. Le Chef-Juge était nommé par le Gouverneur général (représentant local de la Reine) sur proposition du Premier ministre. Les juges puînés étaient nommés par la Commission du Service Judiciaire (Judicial Service Commission). Un juge de la Cour Suprême ne pouvait être destitué que par l'Assemblée Législative sur l'initiative du gouverneur général. La motion de destitution (impeachment) devait être adoptée par les deux tiers des membres de l'Assemblée.

L'Administration de la justice relève de la responsabilité du Conseiller juridique du gouvernement et ministre de la justice (*Attorney-General*). L'Attorney-Général est une autorité politique et son sort est lié à celui du gouvernement. Il est le Chef du parquet composé, dans le système de Common Law, seulement des avocats et avoués. Il était une autorité disciplinaire pour les avocats. Il représentait l'Etat dans tous les procès.

La Commission du Service Judiciaire était présidée par le Chef-Juge et était composée de l'Attorney-Général, du Doyen des Juges de la Cour Suprême, du Président de la Commission de la fonction publique et d'une personne ayant occupé les fonctions de juge. Ce dernier membre était nommé par le gouverneur général. La Commission du Service Judiciaire a été abolie en 1959 et ses pouvoirs ont été transférés au Chef-Juge.

La Constitution démocratique de 1992 a réaménagé l'organisation de la justice et créé le Conseil de la Magistrature (*Judicial Council*).

On examinera dans un premier temps le Conseil de la Magistrature, et, dans un deuxième temps, les magistrats et l'organisation judiciaire.

## **A. Le Conseil de la Magistrature**

Le Conseil de la Magistrature est prévu expressément par la nouvelle Constitution. Dans les pays du Commonwealth, la Constitution est un texte très long qui comprend à la fois des principes fondamentaux et leur application dans le détail. La Constitution comprend ce qui, en France, relèverait de la Loi organique. Ainsi, la Constitution du Ghana régit en détail la composition, le fonctionnement et les pouvoirs du Conseil de la Magistrature.

On présentera la composition et l'organisation (1), puis les attributions et le fonctionnement (2) du Conseil de la Magistrature.

## 1. Composition et organisation

Le Conseil de la Magistrature est composé de plusieurs personnalités provenant à la fois du monde juridique et judiciaire et de la société civile et militaire du Ghana. Il n'est pas restreint aux seuls juges et praticiens du droit comme l'était l'ancienne Commission du Service Judiciaire. Il comprend dix-huit membres :

Sont membres ;

- ✓ le Chef-Juge du Ghana ;
- ✓ l'Attorney Général, c'est-à-dire le Conseiller du gouvernement et ministre de la justice ;
- ✓ un juge de la Cour Suprême nommé par les juges de la Cour Suprême ;
- ✓ un juge de la Cour d'Appel nommé par les juges de la Cour d'Appel ;
- ✓ un juge de la Haute Cour de Justice nommé par les juges de la Haute Cour de Justice ;
- ✓ deux représentants du Barreau du Ghana (*Ghana Bar Association*) dont un avocat<sup>9</sup> ayant plus de douze années d'exercice professionnel (*twelve year's standing as a lawyer*) ;
- ✓ un représentant des Présidents des Tribunaux Régionaux (*Regional Tribunals*) ;
- ✓ un représentant des cours inférieures et des tribunaux ;
- ✓ le Juge-Avocat-Général (*Judge-Advocate-General*) de l'armée du Ghana ;
- ✓ le Chef de la Direction Juridique de la Police ;
- ✓ le Rédacteur en Chef du Recueil du Droit du Ghana (*Ghana Law Reports*) ;
- ✓ un chef nommé par la Chambre Nationale des Chefs (*National House of Chiefs*)<sup>10</sup> ;
- ✓ quatre personnes non-juristes nommées par le Président de la République.

Le Conseil de la Magistrature est présidé de plein droit par le Chef-Juge du Ghana. Les membres de droit restent en fonction tant qu'ils occupent les fonctions qui les donnent droit à faire partie du Conseil de la Magistrature. Les autres membres sont nommés à vie en l'absence de toute précision.

## 2. Les pouvoirs du Conseil de la Magistrature

Les pouvoirs du Conseil de la Magistrature sont classiques. Si le Conseil n'est pas en soi l'autorité compétente pour nommer les juges et magistrats, en revanche il détient un

---

<sup>8</sup> Article 153 de la Constitution du Ghana.

<sup>9</sup> Le nouveau avocat (Lawyer) cumule désormais les fonctions de l'ancien avocat (Barrister) et de l'avoué (solicitor). V. « The legal profession as seen by a retired judge », *Ghana Bar Bulletin*, 1988, vol. 1, pp. 18 à 19.

<sup>10</sup> Cette chambre regroupe les chefs traditionnels des villages.

fort pouvoir consultatif à cet effet. Dans certaines hypothèses ses avis lient pratiquement l'autorité qui l'a consulté.

Les juges de la Cour Suprême sont nommés par le Président de la République sur avis conforme (*acting on the advice of*) du Conseil de la Magistrature après consultation du Conseil d'Etat et sur ratification par le Parlement<sup>11</sup>. Les juges de la Cour d'Appel et de la Haute Cour ainsi que le Président de Tribunal Régional sont nommés par le Président de la République sur avis conforme du Conseil de la Magistrature<sup>12</sup>. Les membres des tribunaux régionaux sont nommés par le Chef-Juge sur avis conforme du Conseil de la Magistrature.

Les officiers de justice (*judicial officers*), c'est-à-dire les juges des cours inférieures, sont nommés par le Chef-Juge sur accord du Président agissant sur avis conforme du Conseil de la Magistrature. Les assesseurs (*panel members*) des cours inférieures et des tribunaux sont nommés par le Chef-Juge sur avis du Conseil de la Magistrature et après consultation de l'Assemblée de District.

Le traitement, les indemnités et autres privilèges sont alloués aux officiers de justice par le Président sur avis conforme du Conseil de la Magistrature<sup>13</sup>. Le traitement des assesseurs des cours inférieures et tribunaux est déterminé par le Conseil de la Magistrature.

Un officier de justice peut être démis de ses fonctions par le Chef-Juge en cas de mauvaise conduite (*misbehaviour*), d'incompétence ou incapacité à exécuter ses fonctions sur résolution du Conseil de la Magistrature adoptée par au moins deux tiers de ses membres<sup>14</sup>. A ce titre, l'officier de justice dont la responsabilité est engagée peut se défendre en personne ou se faire assister par un avocat ou tout autre homme de l'art de son choix. Les assesseurs peuvent être démis de leur fonctions par le Chef-Juge sur avis du Conseil de la Magistrature en cas de mauvaise conduite, incompétence ou incapacité à exécuter leurs fonctions. Ils sont entendus par le Conseil de la Magistrature et peuvent se faire assister par un avocat ou tout autre homme de l'art.

La responsabilité des juges des cours supérieures ne relève pas de la compétence du Conseil de la Magistrature. Le Conseil ne peut que demander au Président de la République de suspendre de ses fonctions tout juge dont la responsabilité disciplinaire a été engagée.

Le Conseil de la Magistrature, tel que prévu par la Constitution, est aussi un organe délibérant. Il fait des réflexions et propose au gouvernement toute mesure utile pour réformer l'administration de la justice dans le but d'améliorer son efficacité. C'est un organe de proposition. Le gouvernement n'est bien entendu pas lié par ses propositions.

---

<sup>11</sup> Article 144-2 de la Constitution.

<sup>12</sup> Article 144-3 de la Constitution.

<sup>13</sup> Article 149 de la Constitution.

<sup>14</sup> Article 151-1 de la Constitution.

Par ailleurs, le Conseil de la Magistrature est décrit par la Constitution comme une assemblée (forum) chargée de délibérer sur les affaires relatives aux devoirs, fonctions et rôle du judiciaire. Il assiste le Chef-Juge dans l'exécution de ses fonctions en vue d'améliorer l'efficacité et la réalisation d'une bonne justice.

Enfin, le Conseil de la Magistrature peut assumer toute autre fonction et mission que la loi lui confère dans la mesure où elle ne serait pas contraire à la Constitution.

Le Conseil de la Magistrature peut créer des sous comités qu'il considère utiles et à qui il peut référer toute affaire (*matter*) relative au judiciaire. Le Chef-Juge, agissant sur avis du Conseil de la Magistrature et sur accord du Président, peut émettre des Règlements portant sur l'efficacité des missions du Conseil telles que prévues par la Constitution.

Le Conseil de la Magistrature détient un pouvoir réglementaire indirect. La Constitution prévoit que le Comité des Règlements des Cours<sup>15</sup> (Rules of Court Committee) peut édicter des règles portant sur la procédure et la pratique devant toutes les juridictions du Ghana. Le Comité des Règlements des Cours est composé, outre le Chef-Juge, de six membres du Conseil de la Magistrature désignés par ledit Conseil et de deux avocats nommés par le Barreau du Ghana.

Aussi, le Conseil de la Magistrature, en agissant sur avis de la Commission de la Fonction Publique (Public Services Commission) et sur accord préalable du Président, peut édicter des règles portant sur la durée des fonctions et les conditions de recrutement du personnel (autres que les magistrats) de la cour (*officers and employees of the court*)

## B. Les Magistrats

Il existe trois catégories de juge du siège dans les pays de Common Law. Au plus haut niveau se trouvent les juges des Cours Supérieures<sup>16</sup>, que l'on appelle techniquement « Juge » (*Judge*). Il sont en réalité des hauts magistrats. Le « Juge » a le titre de « Mon Seigneur » (*My Lord*) que l'avocat ou tout justiciable doit utiliser lorsqu'il s'adresse à lui.

Les « Magistrats » (*Magistrates*) composent les cours inférieures<sup>17</sup>. Ils ont le titre de « Votre Honneur » (*Your Honour*).

Les juges qui composent des tribunaux, des conseils ou tout autre organe dans le sens des quasi-juridictions sont simplement des membres de ces organes. Ils n'ont ni le titre de « Juge » ou de « Magistrat » selon la terminologie anglaise, sauf dans le cas où un « Juge » ou un « Magistrat » en fait partie. L'avocat ou le justiciable qui s'adresse à lui

---

<sup>15</sup> Dans le système judiciaire des pays de Common Law, la juridiction suprême a le pouvoir d'édicter des règlements des cours qui établissent la procédure à suivre devant les juridictions. V. article 157-1 de la Constitution.

<sup>16</sup> Le terme "cour supérieures" recouvrent les cours les plus importantes. Certaines cours supérieures statuent en première instance, telle la Haute Cour au Ghana.

<sup>17</sup> Les cours inférieures sont des cours de base qui statuent uniquement en première instance.

l'appelle soit Madame/Monsieur le Président, ou simplement Madame/Monsieur (*Madam/Sir*) selon le cas.

Le Parquet, administration de l'Attorney-Général (du Ministère de la Justice), est composé non pas de magistrats debouts mais d'avocats fonctionnaires. Ce sont ces avocats qui, au cours du déroulement de leur carrière, deviennent Magistrats ou Juges. Les avocats du parquet représentent l'Etat, les collectivités publiques et les organes publics dans tous procès, au nom de l'Attorney-Général. Ils aident à la rédaction des textes de loi et apportent tout conseil juridique au gouvernement, aux collectivités et organes publics. Ils sont des fonctionnaires soumis hiérarchiquement à l'autorité du Procureur Général (*Solicitor général*). Certains avocats du parquet ont le titre d'avocat d'Etat (*State Counsel*) et ils assistent le procureur général.

La procédure est au Ghana accusatoire. C'est ainsi que seuls des avocats doivent être à la barre. Il ne peut pas d'un côté y avoir de magistrats même debout et de l'autre des avocats.

Au Ghana la justice est très centralisée à la manière des pays de Common Law et notamment de l'Angleterre, malgré l'existence des Tribunaux Régionaux (*Regional Tribunals*) et des cours de district. Cependant, ceux-ci ne sont compétents que pour les petites affaires. Il n'existe qu'une seule Haute Cour, juridiction de première instance dans les affaires importantes, et une seule cour d'appel pour tout le Ghana. La féminisation des cours de justice est très faible.

Nous ferons d'abord une brève présentation de la hiérarchie des juridictions au Ghana (1). Nous examinerons ensuite les conditions de recrutement des magistrats (2) et les garanties d'indépendance dont ils bénéficient (3).

## 1. L'organisation judiciaire

Selon la Constitution, il existe un véritable pouvoir judiciaire (*judicial power*)<sup>18</sup> au Ghana. Au sommet de la hiérarchie des juridictions se trouve la Cour Suprême. Celle-ci est devenue, avec la nouvelle Constitution la seule et unique juridiction suprême (*final court of appeal*)<sup>19</sup>. Elle coiffe toutes les autres juridictions.

A la manière de la cour de cassation elle ne statue que sur des points de droit même si théoriquement elle a le pouvoir de réexaminer les faits. Elle statue aussi sur toute question relative à la Constitution et aux droits fondamentaux. Elle est à ce titre une juridiction constitutionnelle et est saisie en première et dernière instance. Ses décisions s'imposent sur toute autre juridiction du Ghana et aux autorités publiques. Elle peut opérer un revirement de jurisprudence. Elle est présidée par le Chef-Juge et est composée de pas moins de neuf autres membres.

---

<sup>18</sup> Article 127-1 de la Constitution.

<sup>19</sup> Article 129-1 de la Constitution.

La Cour d'Appel, unique au Ghana, statue sur des appels formés contre les décisions de la Haute Cour et les Tribunaux Régionaux<sup>20</sup>. Elle est présidée par le Chef-Juge et est composée de pas moins de dix juges. Ses précédents s'imposent à elle et elle ne peut opérer un revirement de jurisprudence. Seule la Cour Suprême peut casser ses décisions.

La Haute Cour est présidée par le Chef-Juge et comprend pas moins de vingt juges. En principe, la Haute Cour statue à juge unique. La Haute Cour a une compétence générale en toutes matières. Elle est chargée de faire respecter les droits fondamentaux par les autorités publiques<sup>21</sup>. La Haute Cour exerce une compétence d'appel à l'égard de toute cour inférieure.

Il existe un Tribunal Régional dans chaque région du Ghana. Le Chef-Juge fait partie des tribunaux régionaux. Ceux-ci sont présidés par un président (*Chairman*) et comprennent des membres juristes et non-juristes nommés par le Chef-Juge.

Il existe bien entendu d'autres juridictions à l'échelon inférieur.

## 2. Les conditions de recrutement des magistrats

Les cours du Ghana appartiennent à la catégorie des cours de Common Law quant au mode de recrutement de ses membres. Les cours de Common Law sont composées d'anciens grands praticiens du droit et non de magistrats de carrière.

Le critère de recrutement des magistrats varie selon la fonction qu'ils occuperaient dans la hiérarchie des fonctions juridictionnelles.

S'agissant des Juges de la Cour Suprême, la Constitution précise qu'ils doivent être des avocats<sup>22</sup> ayant pas moins de quinze années de pratique professionnelle à leur actif<sup>23</sup>. A la Cour d'Appel l'expérience professionnelle en tant qu'avocat est fixée à pas moins de douze années<sup>24</sup>. A la Haute Cour elle est de pas moins de dix années. Le Président d'un Tribunal Régional doit remplir les mêmes conditions de recrutement qu'un juge de la Haute Cour. Les assesseurs aux Tribunaux Régionaux peuvent ne pas être des juristes de formation. Ce système de recrutement des juges est qualifié de "professionnel" par opposition à celui dit "bureaucratique" des systèmes de droit romano-germanique dans lesquels les juges sont choisis par concours ouverts aux élèves d'une école de la magistrature.

Dans le système professionnel, les juges ont des compétences notoires et une expérience parfois plus que trentenaire dans le judiciaire.

---

<sup>20</sup> Article 137-1 de la Constitution.

<sup>21</sup> Article 140-1 de la Constitution.

<sup>22</sup> La formation exigée pour devenir avocat est basée sur celle dispensée en Angleterre. Pour devenir avocat, il faut être détenteur d'une Licence en droit (Bachelor of Laws) d'une Université, suivre une année de formation dans l'Ecole du Barreau et faire ensuite une année de stage dans un cabinet d'avocats.

<sup>23</sup> Article 128-4 de la Constitution.

<sup>24</sup> Article 136-3 de la Constitution.

La Constitution exige que tous doivent jouir d'une haute intégrité morale (*high moral character and proven integrity*).

En droit strict, il n'y a aucun déroulement de la carrière pour les titulaires d'une fonction au sein de la magistrature. Toutefois, il existe un certain avancement à l'ancienneté des juges découlant uniquement de la pratique. En cas de vacance d'un poste de juge, les éventuels candidats ne font pas acte de candidature. Ils sont appelés par le Président de la République à assumer la fonction. Ainsi, les juges de la Haute Cour sont appelés à devenir juges à la Cour d'Appel et ceux de la Cour d'Appel à la Cour Suprême. La nomination se fait, comme nous l'avons vu, en principe sur avis conforme du Conseil de la Magistrature. Le Président de la République leur fait parvenir une notification en main propre cachetée avec le sceau du Président (*warrant under the hand of the President and sealed by the Presidential seal*).

Il existe peu de grades dans le judiciaire au Ghana. Outre le Chef-Juge, le Doyen des Juges de la Cour Suprême (*the most senior*) assume la suppléance de la présidence en cas de vacance de la fonction du Chef-Juge. Le Doyen des Juges est désigné par l'ancienneté. Cependant, tous les juges de la Cour Suprême sont inter pares. Il en est de même à la Cour d'Appel et à la Haute Cour.

### 3. Les garanties d'indépendance

La Constitution contient un article entier<sup>25</sup> avec sept longs alinéas sur l'indépendance du judiciaire. Cet article reprend les grands principes sur l'indépendance du judiciaire tels qu'ils sont affirmés dans le Commonwealth<sup>26</sup>. Elle prévoit notamment qu'aucune personne, ni le Président ni le Parlement, ne peut faire pression sur les juges. Les juges sont irresponsables des actes accomplis dans le cadre de leur fonction. L'Etat a le devoir de faire protéger la justice, d'accorder la dignité et les honneurs aux juges.

Dans le système Common Law et au Ghana, les juges supérieurs bénéficient d'un très grand prestige qui n'est pas purement théorique ou symbolique mais tout à fait réel. La Common Law contraint les justiciables au respect du juge.

Les juges du Ghana sont protégés contre des critiques à l'égard de leur personne dans l'exercice de leur fonction. Le fait de porter atteinte à la dignité ou au respect dû à la fonction d'un haut magistrat constitue un outrage sévèrement puni par la Common Law. Celle-ci a prévu une forme rapide et simplifiée de sanction de tout outrage commis à l'audience (*contempt in the face of the court*). Il revient aux juges en formation de jugement de statuer eux-mêmes et sur le champ sur tout propos ou agissement considéré comme outrageant et de sanctionner l'auteur.

---

<sup>25</sup> Article 127 de la Constitution.

<sup>26</sup> V. Anthony ALLOT, « The independence of the judiciary in the Commonwealth countries: problems and provisions », *Commonwealth Law Bulletin*, 1994, pp. 1428 à 1446.

Les juges du Ghana sont en général très bien respectés et ils recourent rarement à cette procédure. La Common Law réprime sévèrement aussi tout discrédit jeté sur une institution de justice (*scandalising the court*).

Il faut souligner également que la Common Law englobe dans la notion d'outrage à la cour tout refus d'une personne ou d'une autorité publique d'exécuter ou de concourir à l'exécution d'une décision de justice.

Les juges de la Cour Suprême et de la Cour d'Appel prennent leur retraite à l'âge de soixante-dix ans et ceux de la Haute Cour et les Présidents des Tribunaux Régionaux à l'âge de soixante-cinq ans. Ils sont nommés à ces fonctions à un âge très avancé, pratiquement à la fin de leur carrière comme avocat. N'ayant pas de mandat à faire renouveler et dès lors qu'ils sont à la fin de leur carrière, ils peuvent, sur le plan organique, se consacrer avec sérénité à la cause de l'Etat de droit sans souci de ménager les autorités politiques. Le fait que les juges soient des anciens avocats est un gage supplémentaire de leur indépendance. L'avocat, de par sa profession, est amené à être des deux côtés de la barre, à être selon le cas le conseil du demandeur et du défendeur, voire de l'accusé. Leur expérience leur donne une indépendance supplémentaire.

Le système juridique des pays de Common Law, dont celui du Ghana, fournit aussi des moyens de maintenir l'indépendance fonctionnelle et matérielle des hauts magistrats vis-à-vis des autorités politiques. Les juges sont inamovibles et leurs traitements, indemnités et pensions relèvent des Fonds Consolidés (*Consolidated Fund*) qui ne font pas partie du Budget de la Nation. Aucun droit et avantage accordé aux juges ne peuvent être modifiés en leur défaveur. Ils ne sont que réévalués.

Les juges ne peuvent être demis de leur fonction que sur la base d'une procédure lourde et qu'en cas de mauvaise conduite ou incapacité<sup>27</sup>. Le Président de la République doit être au préalable saisi d'une pétition tendant à démettre un juge de ses fonctions. Il réfère la pétition au Chef-Juge qui décide s'il y a des indices concordants (*prima facie case*). Si le Chef-Juge déclare la pétition recevable, il institue un comité composé de trois juges des cours supérieures nommés par le Conseil de la Magistrature et de deux Conseillers d'Etat et de deux autres personnes, qui ne sont pas membres du Conseil d'Etat, ni du Parlement et qui ne sont pas avocats, nommées par le Chef-Juge sur avis conforme du Conseil de la Magistrature.

Le comité instruit la pétition et fait des recommandations au Chef-Juge qui les transmettra au Président de la République. S'il s'agit de la révocation du Chef-Juge, le Président, sur avis conforme du Conseil d'Etat, institue un comité composé de deux juges de la Cour Suprême et de trois personnes qui ne sont pas Conseillers d'Etat, ni membres du Parlement, ni encore avocats. Le comité émettra des recommandations au Président qui seul peut révoquer le Chef-Juge.

---

<sup>27</sup> Article 146-1 de la Constitution.

La procédure devant ces comités disciplinaires susmentionnés se déroule à huis clos (in camera). Le juge dont la responsabilité est engagé a droit à faire valoir sa défense et de se faire assister par un avocat ou toute autre personne.

Conformément à la tradition des pays de Common Law, les juges sont astreints à l'obligation stricte de réserve. Ils n'ont le droit d'afficher leur couleur politique ou de faire de la politique active. Leur fonction est incompatible avec tout mandat électif. Ils ne sont autorisés à faire que des réflexions sur le droit et la justice en général et de participer à l'élaboration de la doctrine.

## C. Annexes

### 1. Tableau récapitulatif des critères d'indépendance des juges au Ghana

N° DE MEMBRES	COUR SUPREME	COUR D'APPEL
AUTORITE DE DESIGNATION	Président de la République sur avis conforme du Conseil de la Magistrature	Président de la République sur avis conforme du Conseil de la Magistrature
LIMITE D'AGE	Soixante-dix ans	Soixante-dix ans
QUALITE PROFESSIONNELLE	Quinze années d'exercice professionnel en tant qu'avocat	Douze années d'exercice professionnel en tant qu'avocat
RESPONSABILITE DISCIPLINAIRE	Comité disciplinaire ad hoc	Comité disciplinaire ad hoc

### 2. The Legal Profession Act 1960 (Loi sur la profession judiciaire)

(extraits)

**Section 2.** Every person whose name is entered on the Roll to be kept under this Part shall-

(a) subject to section 8 of this Act, be entitled to practise as a lawyer, whether as a barrister or solicitor or both, and to sue for and recover his fees, charges and disbursements for services rendered as such, and

(b) be an officer of the Courts, and

(c) when acting as a lawyer, be subject to all such liabilities as attach by law to a solicitor

**Section 3.** (1) A person shall be qualified for enrolment if he satisfies the General Legal Council-

(a) that he is of good character, and

(b) that he holds a qualifying certificate granted under Part II of this Act by the General Legal Council.

(2) A person may, at the discretion of the General Legal Council, be enrolled if he satisfies the Council-

(a) that he is of good character, and

(b) that he is qualified to practise in any country having sufficiently analogous system of law and that his qualifications are such as to render him suitable for enrolment,

and fulfils such conditions, whether as to status or proficiency, as may be prescribed.

**Section 4.** During the period ending on the 8th day of August, 1962, a person who is a citizen of Ghana shall be qualified for enrolment if he satisfies the General Legal Council-

- (a) that he is of good character, and
- (b) that he is qualified to practice in any country having sufficiently analogous system of law and that his qualifications are such as to render him suitable for enrolment.

**Section 5.** A person who is a citizen of Ghana may, for the purposes of sections 3 and 4 of this Act, be accepted as qualified to practise in a particular country if he has satisfied the educational tests required for admission to practise in that country, notwithstanding that he may not in fact have been so admitted to practise.

**Section 6.** (1) The Roll of the Supreme Court heretofore known as the roll of Legal Practitioners shall be known as the roll of Lawyers and shall be kept by the Judicial Secretary.

(2) A person applying for enrolment shall deposit in the office of the Judicial Secretary for custody therein-

- (a) an affidavit of identity in a form approved by the General Legal Council, and
- (b) a duly authenticated copy of his qualifying certificate granted by the General Legal Council or, in the case of a person not holding such a certificate, such other documents as may be prescribed,

but the Council may, on special grounds, and on such terms as they think reasonable, exempt any person from complying with any formalities prescribed by this subsection either absolutely or for any specified period.

...

**3. La Constitution de la République du Ghana (Extrait)**

**THE CONSTITUTION OF THE REPUBLIC OF GHANA**

CHAPTER ELEVEN

THE JUDICIARY (*Le Judiciaire*)

*General*

**Section 125.** (1) Justice emanates from the people and shall be administered in the name of the Republic by the Judiciary which shall be independent and subject only to this Constitution.

(2) Citizens may exercise popular participation in the administration of justice through the institutions of public and customary tribunals and the jury and assessor systems.

(3) The judicial power of Ghana shall be vested in the Judiciary, accordingly, neither the President nor Parliament nor any organ or agency of the President or Parliament shall have or be given final judicial power.

(4) The Chief Justice shall, subject to this Constitution, be the Head of the Judiciary and shall be responsible for the administration and supervision of the Judiciary.

(5) The Judiciary shall have jurisdiction in all matters civil and criminal, including matters relating to this Constitution, and such other jurisdiction as Parliament may, by law, confer on it.

**Section 126.** (1) The Judiciary shall consist of-

(a) the Superior Courts of Judicature comprising-

(i) the Supreme Court;

(ii) the Court of Appeal; and

(iii) the High Court and Regional Tribunals.

(b) such lower courts or tribunals as Parliament may by law establish.

(2) The Superior Courts shall be superior courts of record and shall have the power to commit for contempt to themselves and all such powers as were vested in a court of record immediately before the coming into force of this Constitution.

(3) Except as otherwise provided in this Constitution or as may otherwise be ordered by a court in the interest of public morality, public safety or public order, the proceedings of every court shall be held in public.

(4) In the exercise of the judicial power conferred on the Judiciary by this Constitution or any other law, the Superior Courts may, in relation to any matter within their jurisdiction, issue such orders and directions as may be necessary to ensure the enforcement of any judgement, decree or order of those courts

**Section 127.** (1) In the exercise of the judicial power of Ghana, the Judiciary, in both its judicial and administrative functions, including financial administration, is subject only to this Constitution and shall not be subject to the control or direction of any person or authority.

(2) Neither the President nor Parliament nor any person acting under the authority of the President or Parliament nor any other person whatsoever shall interfere with Judges or judicial officers or other persons exercising judicial power, in the exercise of their judicial functions; and all organs and agencies of the State shall accord to the courts such assistance as the courts may reasonably require to protect the independence, dignity and effectiveness of the courts, subject to this Constitution.

(3) A Justice of a Superior Court, or any person exercising judicial power, shall not be liable to any action or suit for any act or omission by him in the exercise of the judicial power.

(4) The administrative expenses of the Judiciary, including all salaries, allowances, gratuities and pensions payable to or in respect of, persons serving in the judiciary, shall be charged on the Consolidated Fund.

(5) The salary, allowances, privileges and rights in respect of leave of absence, gratuity, pension and other conditions of service of a Justice of the Superior Court or any judicial officer or other person exercising judicial power, shall not be varied to his disadvantage.

(6) Funds voted by Parliament, or charged on the Consolidated Fund by this Constitution for the Judiciary, shall be released to the Judiciary, in quarterly instalments.

(7) For the purpose of clause(1)of this article, « financial administration » includes the operation of banking facilities by the Judiciary without the interference of any person or authority, other than for the purposes audit by the Auditor-General, of the funds voted by Parliament or charged on the Consolidated Fund by this Constitution or any other law, for the purposes of defraying the expenses of the Judiciary in respect of which the funds were voted or charged.

### *The Supreme Court*

**Section 128.** (1) The Supreme Court shall consist of the Chief Justice and not less than nine other Justices of the Supreme Court.

(2) The Supreme Court shall be duly constituted for its work by not less than nine Supreme Court Justices except as otherwise provided in article 133 of this Constitution.

(3) The Chief Justice shall preside at sittings of the Supreme Court and in his absence, the most senior of the Justices of the Supreme Court, as constituted, shall preside.

(4) A person shall not be qualified for appointment as a Justice of the Supreme Court unless he is of high moral character and proven integrity and is of not less than fifteen years' standing as a lawyer.

**Section 129.** (1) The Supreme Court shall be the final court of appeal and shall have such appellate and other jurisdiction as may be conferred on it by this Constitution or by any other law.

(2) The Supreme Court shall not be bound to follow the decisions of any other court

(3) The Supreme Court may, while treating its own previous decisions as normally binding, depart from a previous decision when it appears to it right to do so; and all other courts shall be bound to follow the decisions of the Supreme Court on questions of law,

(4) For the purposes of hearing and determining a matter within its jurisdiction and the amendment, execution or the enforcement of a judgement or order made on any matter, and for the purposes of any other authority, expressly or by necessary implication given to the Supreme Court by this Constitution or any other law, the Supreme Court shall have all the power, authority and jurisdiction vested in any Court established by this Constitution or any other law.

**Section 130.** (1) Subject to the jurisdiction of the High Court in the enforcement of the Fundamental Human Rights and Freedoms as provided in article 33 of this Constitution, the Supreme Court shall have exclusive original jurisdiction in-

(a) all matters relating to the enforcement or interpretation of this Constitution; and

(b) all matters arising as to whether an enactment was made in excess of the powers conferred on Parliament or any other authority or person by law or under this Constitution,

(2) Where an issue that relates to a matter or question referred to in clause (1) of this article arises in any proceedings in a court other than the Supreme Court, that Court shall stay the proceedings and refer the question of law involved to the Supreme Court for determination; and the Court in which the question arose shall dispose of the case in accordance with the decision of the Supreme Court.

**Section 131.** (1) An appeal shall lie from a judgement of the Court of Appeal to the Supreme Court-

(a) as of right in a civil or criminal cause or matter in respect of which an appeal has been brought to the Court of Appeal from a judgement of the High Court or a Regional Tribunal in the exercise of its original jurisdiction; or

(b) with the leave of the Court of Appeal, in any other cause or matter, where the case was commenced in a Court lower than the High Court or a Regional Tribunal and where the Court of Appeal is satisfied that the case involves a substantial question of law or is in the public interest.

(2) Notwithstanding clause(1)of this article, the Supreme Court may entertain an application for special leave to appeal to the Supreme Court in any cause or matter, civil or criminal, and may grant leave accordingly.

(3) The Supreme Court shall have appellate jurisdiction, to the exclusion of the Court of Appeal, to determine matters relating to the conviction or otherwise of a person for high treason or treason by the High Court.

(4) An appeal from a decision of the Judicial Committee of the National House of Chiefs shall lie to the Supreme Court with the leave of that Judicial Committee or the Supreme Court.

**Section 132.** The Supreme Court shall have supervisory jurisdiction over all courts and over any adjudicating authority and may, in the exercise of that supervisory jurisdiction, issue orders and directions for the purpose of enforcing or securing the enforcement of its supervisory power,

**Section 133.** (1) The Supreme Court may review any decision made or given by it on such grounds and subject to such conditions as may be prescribed by rules of Court.

(2) The Supreme Court, when reviewing its decisions under this article, shall be constituted by not less than seven Justices of the Supreme Court,

**Section 134.** A single Justice of the Supreme Court may exercise power vested in the Supreme Court not involving the decision of the cause or matter before the Supreme Court, except that -

(a) in criminal matters, where that Justice refuses or grants an application in the exercise of any such power, a person affected by it is entitled to have the application determined by the Supreme Court constituted by three Justices of the Supreme Court; and

(b) in civil matters, any order, direction or decision made or given under this article may be varied, discharged or reversed by the Supreme Court, constituted by three Justices of the Supreme Court.

**Section 135.** (1) The Supreme Court shall have exclusive jurisdiction to determine whether an official document shall not be produced in court because its production or the disclosure of its contents will be prejudicial to the security of the State or will be injurious to the public interest.

(2) Where any issue referred to in clause (1) of this article arises as to the production or otherwise of an official document in any proceedings before any court, other than the Supreme Court, the proceedings in that other court shall be suspended while the Supreme Court examines the document and determines whether the document should be produced or not; and the Supreme Court shall make the appropriate order.

(3) The proceedings of the Supreme Court as to whether an official document may be produced shall be held *in camera*.

*The Court of Appeal*

**Section 136.** ( 1 ) The Court of Appeal shall consist of-

- (a) the Chief Justice;
- (b) subject to clauses (2) and (3) of this article, not less than ten Justices of the Court of Appeal; and
- (c) such other Justices of the Superior Court of Judicature as the Chief Justice may, for the determination of a particular cause or matter by writing signed by him, request to sit in the Court of Appeal for any specified period.

(2) The Court of Appeal shall be duly constituted by any three of the Justices referred to in clause (1) of this article and when so constituted, the most senior of the Justices shall preside.

(3) A person shall not be qualified for appointment as a Justice of the Court of Appeal unless he is of high moral character and proven integrity and is of not less than twelve years' standing as a lawyer.

(4) The Chief Justice may create such divisions of the Court of Appeal as he considers necessary to sit in such places as he may determine.

(5) Subject to clause (3) of article 129 of this Constitution, the Court of Appeal shall be bound by its own previous decisions; and all courts lower than the Court of Appeal shall follow the decisions of the Court of Appeal on questions of law.

**Section 137.** (1) The Court of Appeal shall have jurisdiction throughout Ghana to hear and determine, subject to the provisions of this Constitution, appeals from a judgement, decree or order of the High Court and Regional Tribunals and such other appellate jurisdiction as may be conferred on it by this Constitution or any other law.

(2) Except as otherwise provided in this Constitution, an appeal shall lie as of right from a judgement, decree or order of the High Court and a Regional Tribunal to the Court of Appeal.

(3) For the purposes of hearing and determining an appeal within its jurisdiction and the amendment, execution or the enforcement of a judgement or order made on any appeal, and, for the purposes of any other authority expressly or by necessary implication given to the Court of Appeal by this Constitution or any other law, the Court of Appeal shall have all the powers, authority and jurisdiction vested in the Court from which the appeal is brought.

**Section 138.** A single Justice of the Court of Appeal may exercise a power vested in the Court of Appeal not involving the decision of a cause or matter before the Court of Appeal, except that-

- (a) in criminal matters, where that Justice refuses or grants and application in the exercise of any such power, a person affected by it

is entitled to have the application determined by the Court of Appeal as duly constituted; and-

(b) in civil matters, any order, direction or decision made or given in exercise of the powers conferred by this article, may be varied, discharged or reversed by the Court of Appeal as duly constituted.

### *The High Court*

**Section 139.** (1) The High Court shall consist of-

(a) the Chief Justice;

(b) not less than twenty Justices of the High Court; and

(c) such other Justices of the Superior Court of Judicature as the Chief Justice may, by writing signed by him, request to sit as High Court Justices for any period.

(2) The High Court shall be constituted-

(a) by a single Justice of the Court; or

(b) by a single Justice of the Court and jury; or

(c) by a single Justice of the Court with assessors; or

(d) by three Justices of the Court for the trial of the offence of high treason or treason as required by article 19 of this Constitution.

(3) There shall be in the High Court such divisions consisting of such number of Justices respectively as the Chief justice may determine.

(4) A person shall not be qualified for appointment as a justice of the High Court unless he is a person of high moral character and proven integrity and is of at least ten years' standing as a lawyer,

**Section 140.** (1) The High Court shall, subject TO the provisions of this Constitution, have jurisdiction in all matters and in particular, in civil and criminal matters and such original, appellate and other jurisdiction as may be conferred on it by this Constitution or any other law.

(2) The High Court shall have jurisdiction to enforce the Fundamental Human Rights and Freedoms guaranteed by this Constitution.

(3) The High Court shall have no power, in a trial for the offence of high treason or treason, to convict any person for an offence other than high treason or treason.

(4) A Justice of the High Court may, in accordance with rules of court, exercise in court or in chambers, all or any of the jurisdiction vested in the High Court by this Constitution or any other law.

(5) For the purposes of hearing and determining an appeal within its jurisdiction and the amendment, execution or the enforcement of a judgment or order made on any appeal, and for the purposes of any other authority, expressly or by necessary implication given to the High Court by this Constitution or any other law, the High Court shall have all the powers,

authority and jurisdiction vested in the Court from which the appeal is brought.

**Section 141.** The High Court shall have supervisory jurisdiction over all lower courts and any lower adjudicating authority; and may, in the exercise of that jurisdiction, issue orders and directions for the purpose of enforcing or securing the enforcement of its supervisory powers

*Regional Tribunals*

**Section 142.** (1) There shall be established in each region of Ghana such Regional Tribunals as the Chief Justice may determine.

(2) A Regional Tribunal shall consist of-

(a) the Chief Justice;

(b) one Chairman; and

(c) such members who may or may not be lawyers as shall be designated by the Chief Justice to sit as panel members of a Regional Tribunal and for such period as shall be specified in writing by the Chief Justice.

(3) A Regional Tribunal shall be duly constituted by a panel consisting of the Chairman and not less than two other panel members.

(4) A person shall not be appointed to be a Chairman of a Regional Tribunal unless he is qualified to be appointed a Justice of the High Court.

(5) A panel member of a Regional Tribunal shall be a Person of high moral character and proven integrity.

**Section 143.** (1) A Regional Tribunal shall have jurisdiction to try such offences against the State and the public interest as Parliament may, by law, prescribe.

(2) A Regional Tribunal shall have such appellate jurisdiction relating to the matters described in clause (1) of this article, as may be prescribed by law.

(3) For the purpose of hearing and determining an appeal within its jurisdiction and the amendment, execution or enforcement of a judgement or order on any appeal, and for the purposes of any other authority expressly or by necessary implication given to it by this Constitution or any other law, a Regional Tribunal shall have all the powers, authority and jurisdiction vested in the tribunal from which the appeal is brought.

*Appointment, retirement and removal of Justices of Superior Courts and Chairmen and other members of Regional Tribunals.*

**Section 144.** (1) The Chief Justice shall be appointed by the President acting in consultation with the Council of State and with the approval of

Parliament. (2) The other Supreme Court Justices shall be appointed by the President acting on the advice of the Judicial Council, in consultation with the Council of State and with the approval of Parliament.

(3) Justices of the Court of Appeal and of the High Court and Chairman of Regional Tribunals shall be appointed by the President acting on the advice of the Judicial Council.

4) Panel members of Regional Tribunals other than the Chairman shall be appointed by the Chief Justice in consultation with the Regional Co-ordinating Council for the region and on the advice of the Judicial Council.

(5) Justices of the Superior Courts and Chairmen of Regional Tribunals shall be appointed by warrant under the hand Of the President and sealed by the Presidential seal.

(6) Where the office of Chief Justice is vacant, or where the Chief Justice is for any reason unable to perform the functions of his office -

(a) until a person has been appointed to, and has assumed the functions of that office; or

(b) until the person holding that office has resumed the functions of that office; as the case may be, those functions shall be performed by the most senior of the Justices of the Supreme Court.

(7) The office of a Justice of the Superior Court shall not be abolished while there is a substantive holder in office.

(8) A Chairman of a Regional Tribunal shall enjoy the same salary, allowances, gratuity and pension conditions as a Justice of the High Court.

(9) Where the office of a Justice of the High Court or a Chairman of the Regional Tribunal is vacant or for any reason, a Justice of the High Court or a Chairman of the Regional Tribunal is unable to perform the functions of his office, or if the Chief Justice advises the President that the state of business in the High Court or Regional Tribunal so requires, the President may, acting in accordance with the advice of the Judicial Council, appoint a person who has held office as, or a person qualified for appointment as, a Justice of the High Court or a Chairman of the Regional Tribunal to act as a Justice of the High Court or a Chairman of the Regional Tribunal.

(10) A person appointed under clause (9) of this article to act as a Justice of the High Court or a Chairman of the Regional Tribunal shall continue to act for the period of his appointment or, where no period is specified, until his appointment is revoked by the President, acting in accordance with the advice of the Judicial Council.

(11) Notwithstanding the expiration of the period of his appointment or the revocation of his appointment under clause (9) of this article, a person appointed under clause (9) of this article may thereafter continue to act for a period not exceeding six months, to enable him to deliver judgement or do any other thing in relation to proceedings that were commenced before him previous to the expiration or revocation.

**Section 145.** (1) A Justice of a Superior Court or a Chairman of a Regional Tribunal may retire at anytime after attaining the age of sixty years.

(2) A Justice of a Superior Court or a Chairman of a Regional Tribunal shall vacate his office-

(a) in the case of a Justice of the Superior Court or the Court of Appeal, on attaining the age of seventy years; or

(b) in the case of a Justice of the High Court or a Chairman of a Regional Tribunal, on attaining the age of sixty-five,

(c) upon his removal from office in accordance with article 146 of this Constitution.

(3) A Justice of the Superior Court of Judicature or a Chairman of a Regional Tribunal may resign his office by writing signed by him and addressed to the President.

(4) Notwithstanding that he has attained the age at which he is required by this article to vacate his office, a person holding office as a Justice of a Superior Court or Chairman of a Regional Tribunal may continue in office for a period not exceeding six months after attaining that age, as may be necessary to enable him to deliver judgement or do any other thing in relation to proceedings that were commenced before him previously to his attaining that age.

**Section 146.** (1) A Justice of the Superior Court or a Chairman of the Regional Tribunal shall not be removed from office except for stated misbehaviour or incompetence or on ground of inability to perform the functions of his office arising from infirmity of body or mind.

(2) A Justice of the Superior Court of Judicature or a Chairman of the Regional Tribunal may only be removed in accordance with the procedure specified in this article.

(3) If the President receives a petition for the removal of a Justice of a Superior Court other than the Chief Justice or for the removal of the Chairman of a Regional Tribunal, he shall refer the petition to the Chief Justice, who shall determine whether there is a *prima facie* case.

(4) Where the Chief Justice decides that there is a *prima facie* case, he shall set up a committee consisting of three Justices of the Superior Courts or Chairman of the Regional Tribunal or both, appointed by the Judicial Council and two other persons who are non members of the Council of State, nor members of Parliament, nor lawyers, and who shall be appointed by the Chief Justice on the advice of the Council of State.

(5) The committee appointed under clause (4) of this article shall investigate the complaint and shall make its recommendations to the Chief Justice who shall forward it to the president.

(6) Where the petition is for the removal of the Chief Justice, the President shall, acting in consultation with the Council of State, appoint a committee consisting of two Justices of the Supreme Court, one of whom shall be appointed chairman by the President, and three other persons who

are non members of the Council of State, nor members of Parliament, nor lawyers.

(7) The committee appointed under clause (6) of this article shall inquire into the petition and recommend to the President whether the Chief Justice ought to be removed from Office.

(8) All proceedings under this article shall be held in *camera*, and the Justice or Chairman against whom the petition is made is entitled to be heard in his defence by himself or by a lawyer or other expert of his choice.

(9) The President shall, in each case, act in accordance with the recommendations of the committee.

(10) Where a petition has been referred to a committee under this article, the President may-

(a) in the case of the Chief Justice, acting in accordance with the advice of the Council of State, by warrant signed by him, suspend the Chief Justice;

(b) in the case of any other Justice of a Superior Court or of a Chairman of a Regional Tribunal, acting in accordance with the advice of the Judicial Council, suspend that Justice or that Chairman of a Regional Tribunal.

(11) The President may, at any time, revoke a suspension under this article.

**Section 147.** (1) A panel member of a Regional Tribunal, other than the Chairman, shall have such allowances and benefits as may be determined by the President acting on the advice of the Judicial Council.

(2) A panel member of a Regional Tribunal other than the Chairman may be removed by the Chief Justice acting on the advice of the Judicial Council and of the Regional Co-ordinating Council on grounds of stated misbehaviour or incompetence or on ground of inability to perform his functions arising from inability of body or mind.

(3) For the purposes of clause (2) of this article the panel member concerned is entitled to be heard in his defence by himself or by a lawyer or other expert of his choice.

#### *Appointment, retirement and removal of Judicial Officers*

**Section 148.** Subject to the provisions of this article, the power to appoint persons to hold or to act in a judicial office shall be vested, subject to the approval of the President, in the Chief Justice acting on the advice of the Judicial Council.

**Section 149.** Judicial officers shall receive such salaries, allowances facilities and privileges and to and other benefits as the President may, acting on the advice of the Judicial Council, determine

**Article 150.** (1) A judicial officer-

(a) may retire from his office at any time after attaining the age of forty five years; and

(b) shall vacate his office on attaining the age of sixty years.

(2) A judicial officer may resign his office by writing addressed to the Chief Justice.

**Section 151.** (1) A person holding a judicial office may be removed from office by the Chief Justice on grounds only of stated misbehaviour, incompetence or inability to perform his functions arising from infirmity of body or mind and upon a resolution supported by the votes of not less than two-thirds of all the members of the Judicial Council.

(2) For the purpose of clause (1) of this article, the judicial officer shall be entitled to be heard in his defence by himself or by a lawyer or other expert of his choice.

**Section 152.**(1) A panel member of a lower court or tribunal other than the person presiding

(a) shall be appointed by the Chief Justice acting on the advice of the Judicial Council and in consultation with the relevant District Assembly from among persons of high moral character and proven integrity;

(b) shall be paid such allowances and benefits as the Judicial Council may determine; and

(c) may be removed by the Chief Justice on the advice of the Judicial Council on ground of stated misbehaviour, incompetence or inability to perform his functions arising from infirmity of body or mind.

(2) For the purposes of paragraph (c) of clause (1) of this article the panel member concerned is entitled to be heard in his defence by himself or by a lawyer or other expert of his choice.

#### *The Judicial Council*

**Section 153.** There shall be a Judicial Council which shall comprise the following persons-

(a) the Chief Justice who shall be Chairman;

(b) the Attorney-General;

(c) a Justice of the Supreme Court nominated by the Justices of the Supreme Court;

(d) a Justice of the Court of Appeal nominated by the Justices of the Court of Appeal;

(e) a Justice of the High Court nominated by the Justices of the High Court;

(f) two representatives of the Ghana Bar Association one of whom shall be a person of not less than twelve years' standing as a lawyer

(g) a representative of the Chairmen of Regional Tribunals nominated by the Chairmen;

(h) a representative of the lower courts or tribunals; (i) the Judge-Advocate-General of the Ghana Armed Forces;

(j) the Head of the Legal Directorate of the Police Service;

(k) the Editor of the Ghana Law Reports;

(l) a representative of the Judicial Service Staff Association nominated by the Association;

(m) a chief nominated by the National House of Chiefs; and

(n) four other persons who are not lawyers appointed by the President.

**Section 154.** (1) The functions of the Judicial Council are-

(a) to propose for the consideration of Government judicial reforms to improve the level of administration of justice and efficiency in the Judiciary;

(b) to be a forum for consideration and discussion of matters relating to the discharge of the functions of the Judiciary and thereby assist the Chief Justice in the performance of his duties with a view to ensuring efficiency and effective realisation of justice; and

(c) to perform any other functions conferred on it by or under this Constitution or any other law not inconsistent with this Constitution.

(2) The Judicial Council may establish such committees as it considers necessary to which it shall refer matters relating to the Judiciary.